Annexe I

CONSEIL OECUMÉNIQUE DES ÉGLISES

Communication - Bureau de l'information

150, Route de Ferney, Case Postale 2100
1211 Genève 2, Suisse

Telephone: (022) 791 61 52/51 Telefax: (022) 798 13 46

COMMUNIQUE DE PRESSE - POUR DISTRIBUTION IMMEDIATE - LE 15 JUIN 1995

LE SECRETAIRE GENERAL DU COE DEMANDE A LA FRANCE D'ANNULER SA DECISION DE PROCEDER A DE NOUVEAUX ESSAIS NUCLEAIRES

Le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises, a adressé aujourd'hui la lettre suivante au président français Jacques Chirac:

"En annonçant l'intention de la République Française d'entamer une nouvelle série d'essais nucléaires à Mururoa, mettant ainsi fin brutalement au moratoire déclaré par la France il y a trois ans et salué de toutes les nations, vous avez provoqué l'étonnement et une profonde déception.

Les arguments scientifiques et militaires que vous avez avancés pour justifier cette décision sont loin d'être convaincants, comme l'ont montré les réactions qu'elle a suscitées à travers le monde. La logique de la dissuasion nucléaire que vous invoquez est d'un autre âge. Aujourd'hui, rares sont ceux qui admettront l'idée que l'on peut garantir "la sûreté, la sécurité et la fiabilité" des armes nucléaires, ou l'idée que la reprise des essais loin des côtes de la France métropolitaine n'aura "strictement aucune conséquence écologique". Pour le gouvernement d'une grande puissance mondiale, la défense de telles idées, aujourd'hui, défie la raison et contredit de manière flagrante les récents engagements pris concernant la prolongation indéterminée du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Les Eglises membres du Conseil oecuménique des Eglises ont à maintes reprises dénoncé clairement la logique et la pratique de la dissuasion nucléaire. Elles ont à maintes reprises appelé à l'interdiction globale des essais nucléaires et à l'abandon total de toutes les recherches destinées à moderniser ou à améliorer les armements nucléaires. Elles ont condamné comme étant fondamentalement immorales l'idée cynique que la dissuasion nucléaire peut garantir la sécurité nationale, ou l'idée qu'il puisse y avoir une quelconque justification à envisager l'utilisation, en dernier recours, des armes nucléaires pour défendre son territoire ou des intérêts liés à la sécurité nationale.

Nos Eglises membres, dans le Pacifique, dont les populations ont tant souffert des essais nucléaires et du stockage des déchets nucléaires dans leur région, ont toujours été les premières à alerter le monde face à ces dangers. Lors d'une récente réunion sur les préoccupations du Pacifique tenue ici à Genève, à la veille des élections présidentielles françaises, des représentants de ces Eglises ont exprimé leur sincère espoir de voir le moratoire maintenu par le nouveau gouvernement.

Devant votre décision, et prenant le contrepied du ton étroitement nationaliste de votre déclaration, le président de l'une de ces Eglises, l'Eglise évangélique de Polynésie française, a fait une déclaration en ces termes: "Nous condamnons les essais nucléaires et demandons que cessent les expériences de Mururoa. Il faut arrêter la course à l'armement nucléaire dans le monde. A la veille du cinquantenaire du bombardement atomique

d'Hiroshima, l'Eglise évangélique réaffirme et confesse que son Seigneur est source de vie. Il ne peut accepter notre participation et notre collaboration dans la construction d'armes de destruction. Nous ne demandons pas que les essais se fassent en Bretagne plutôt qu'à Mururoa, c'est l'arme de mort que nous condamnons ainsi que le risque écologique" qu'il entraîne.

Vous avez qualifié votre décision d'"irrévocable". Nous vous demandons cependant instamment de l'annuler sans tarder.

Ce n'est pas dans sa force de dissuasion nucléaire que la France trouvera sa grandeur. C'est bien plutôt en renouant avec les valeurs humaines universelles sur lesquelles est bâtie la France moderne, et en assurant une direction morale et empreinte de sagesse dans un monde désespérément en quête de paix que vous-même et votre peuple pourrez recouvrer le respect de soi et une place de premier plan, digne et honorable, parmi les nations."

* * * * *

Pour toute information complémentaire, prendre contact avec:

Le pasteur Dwain Epps, coordinateur, Affaires internationales
(+41.22) 791.62.20 (bureau); (+41.22) 776.15.13 (domicile)

John Newbury, responsable de l'information du COE
(+41.22) 791.61.52 (bureau); (+41.22) 369.37.26 (domicile)

Le Conseil oecuménique des Eglises (COE) est une communauté de 324 Eglises. Elles sont réparties dans plus de 100 pays sur tous les continents et représentent pratiquement toutes les traditions chrétiennes. L'Eglise catholique romaine n'est pas membre mais elle collabore activement avec le COE. La plus haute instance dirigeante du COE est l'Assemblée, qui se réunit environ tous les 7 ans. Le COE a été formé officiellement en 1948 à Amsterdam, aux Pays-Bas. Le secrétaire général Konrad Raiser, de l'Eglise évangélique d'Allemagne, est à la tête du personnel de l'organisation.